

L'écoulement de vastes excédents américains... à la faveur de programmes de dons ou de ventes au rabais... atteindra presque à coup sûr, que ce soit directement ou indirectement, les exportations ordinaires.

La question de la vente d'excédents de produits agricoles à rabais, ou de leur don mérite toute l'attention du Gouvernement. Il y va du bien-être de millions de Canadiens. Si ce programme, que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dit dangereux pour nous, est effectivement appliqué, il peut être lourd de conséquences pour le Canada. Vu l'esprit dont a fait preuve le ministre en parlant des relations qui devraient exister entre les États-Unis et le Canada,—ne pas faire aux autres ce qu'on ne voudrait pas qu'il nous fût fait à soi-même,—je crois le Gouvernement tenu de porter à l'attention du gouvernement des États-Unis les conséquences que pourrait avoir, qu'aurait sans doute, l'application d'un tel programme de vente au rabais.

Somme toute, le Canada et les États-Unis marchent ensemble. Nous devons demeurer unis. Il faut supprimer les facteurs de dissension. Certes, la situation internationale ne s'améliorera guère, si, afin d'aider des pays situés dans d'autres parties du monde, les États-Unis d'Amérique se mettent à solder leurs produits agricoles au détriment de nos prix et de l'agriculture en général.

En ce qui concerne l'attitude qu'on a prise récemment au sujet de l'avoine et de son exportation aux États-Unis, j'estime que ce problème également trouvera une solution. Mais je demanderai qu'on examine immédiatement cette question, car la discorde sur le plan économique mène inévitablement à la discorde dans le domaine plus important des relations internationales.

Le ministre a mentionné la Chine, monsieur l'Orateur; nous voilà donc revenus à la vieille question de savoir si le gouvernement du peuple de ce pays tout en étant communiste de nom n'est pas, en réalité, nationaliste dans son origine et ses principes. Quoi qu'il en soit, l'attitude qu'il y a lieu d'adopter à l'égard de la Chine est l'un des principaux points que doivent examiner aujourd'hui les ministres des Affaires étrangères à Berlin. Faut-il la reconnaître? Une telle reconnaissance sera certes difficile à motiver (quelque intérêt, du point de vue juridique, que peuvent porter à cette question les étudiants en droit international), tant que le gouvernement du peuple voudra, en pratique, annexer la Corée du Nord, fournir des armes à l'Indochine et tenter par tous les moyens, semble-t-il, de répandre le communisme et la dislocation dans d'autres parties de l'Asie. Bien qu'il soit impossible de dire aujourd'hui si la Chine ne devrait jamais être reconnue, il me semble toutefois qu'on n'a pas établi le

bien-fondé de cette demande. Si la Grande-Bretagne et la France s'étaient trouvées, en 1949, dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui et qu'elles eussent connu ce qui s'est passé depuis lors, il est certain qu'elles eussent pour le moins différé leur reconnaissance de la Chine.

Pour moi, je suis d'avis que nous ne devrions pas reconnaître la Chine en ce moment. Affirmer que nous ne la reconnaitrons jamais est trop engager l'avenir. Ce genre de prévision n'est-il pas ce qu'on appelle aujourd'hui la "stochachistique", la conjecture de spécialistes? En 1945 ou 1946, n'aurait-il pas été possible de dire alors que jamais nous rangerions le Japon parmi nos amis et que jamais l'Allemagne ne serait de nouveau accueillie dans la famille des nations? Les événements nous obligent à changer d'avis, mais étant donné la situation mondiale actuelle, il me semble que le Canada adopterait une mesure rétrograde, si le Gouvernement se sentait contraint de reconnaître la Chine en ce moment. Voici ce qu'a dit M. Dulles à Berlin, il y a trois jours:

C'est une chose de reconnaître l'existence d'un mal, mais c'est une autre chose de presser ce mal sur son sein et de l'appeler un bien.

Si l'on accordait cette reconnaissance, c'est l'interprétation que lui donnerait, à mon sens, la grande majorité des Canadiens.

Je crois que la Chambre a droit d'obtenir des renseignements complets au sujet des offres commerciales de la part de l'URSS et de la stratégie qu'elle déploie pour chercher à entamer et à étendre les relations commerciales avec les nations libres. En somme, l'histoire nous renseigne parfaitement pourvu que nous en mettions les leçons en pratique. On déclare depuis 1922 que Lénine et les autres chefs ont prédit que le marasme économique détruira le régime capitaliste. Pourtant, alors que des excédents de denrées agricoles s'accumulent dans le monde entier, excédents qui par le passé ont presque inévitablement entraîné des régressions dans le domaine économique, il est singulier que l'URSS offre d'acheter avec de l'or et de faire du commerce.

Dans le cas de bien des produits, la période où le vendeur tient le haut du pavé est devenue celle où l'acheteur est maître de la situation. L'URSS a toujours prédit qu'une production excédentaire détruirait les pays capitalistes, cependant en face de ce problème elle offre un marché à ces excédents de produits et étend son commerce aux pays qui consentent à commercer avec elle.

Par le passé, ils n'ont jamais fait le commerce dans un esprit de charité. L'attitude qu'ils adoptent aujourd'hui, cette nouvelle attitude, n'est-elle qu'une mascarade? Ils